

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 33

26 avril 2010

S o m m a i r e

Arrêté ministériel du 10 mars 2010 portant nomination des membres de la Commission des sites et monuments nationaux	page 472
Arrêté ministériel du 9 avril 2010 portant nomination des membres du Conseil Supérieur des Personnes Âgées	473
Arrêté grand-ducal du 11 avril 2010 portant nomination des membres de la Commission de surveillance de la classification des films	473
Arrêté ministériel du 14 avril 2010 portant reconnaissance de l'eau de l'aquifère «de Keuper» comme eau minérale naturelle	474
Arrêtés ministériels pris en vertu de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise	474
Administration du cadastre et de la topographie – Examen de fin de stage – Examen de promotion	475
Centre de technologie de l'éducation – Examen de promotion	476
Conseil disciplinaire et administratif d'appel sur la base de l'article 28 (2) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat – Nominations	476
Entreprise des Postes et Télécommunications – Prix	476
Indice des prix à la consommation du mois de mars 2010	476
Ministère des Affaires étrangères – Direction de l'Immigration – Commission consultative pour travailleurs salariés – Nomination	476
Ministère de la Famille et de l'Intégration – Centres d'accueil avec hébergement pour enfants et jeunes adultes – Services d'assistance pour le placement familial – Agréments	476
Office National de Conciliation – Nominations	477
Santé – Art de guérir	478

**Arrêté ministériel du 10 mars 2010 portant nomination des membres
de la Commission des sites et monuments nationaux.**

La Ministre de la Culture,

Vu l'article 40 de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux;

Vu le règlement grand-ducal du 14 décembre 1983 fixant la composition et le fonctionnement de la Commission des sites et monuments nationaux;

Arrête:

Art. 1^{er}. Sont nommés membres de la Commission des sites et monuments nationaux:

Mme	BERCHEM Armelle	Attachée à la Chambre de Commerce
M.	CALTEUX Georges	Directeur honoraire du Service des sites et monuments nationaux
M.	EWEN Pol	Psychologue
M.	EWERT Jean	Architecte
M.	FRISING Arno	Conseiller de direction 1 ^{ère} classe auprès du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
Mme	GENGLER Sonja	Architecte à la Ville de Luxembourg
M.	GOEDERS Frank	Architecte-urbaniste auprès de la direction de l'Aménagement communal et du Développement urbain du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région
M.	GOEDERT Jean	Architecte-directeur à la Ville d'Esch-sur-Alzette
M.	KINTZELÉ Gilles	Architecte, représentant le Syndicat des Villes et Communes luxembourgeoises
M.	LEYDER Jean	Directeur de l'Administration des Bâtiments publics
M.	LINSTER Alain	Architecte
Mme	MAKUMBUNDU Sala	Architecte
M.	POLFER Michel	Directeur du Musée national d'Histoire et d'Art
M.	REILES Paul	Directeur honoraire du Musée national d'Histoire et d'Art
M.	SANAVIA Patrick	Directeur du Service des sites et monuments nationaux
M.	SCHADECK John	Conseiller de direction 1 ^{ère} classe auprès du Ministère des Classes moyennes et du Tourisme
Mme	SCHNEIDERS Arlette	Architecte
M.	SCHOELLEN Marc	Professeur d'histoire
M.	SCHUMAN Claude	Architecte-urbaniste auprès de la direction de l'Aménagement communal et du Développement urbain du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région
M.	SIMONIS Alex	Architecte auprès du département de l'Aménagement du territoire du Ministère du Développement durable et des Infrastructures
M.	SINNER Jean-Marie	Ingénieur 1 ^{ère} classe honoraire de l'Administration des Eaux et Forêts
Mme	STEINMETZER Christiane	Directrice honoraire du Service des sites et monuments nationaux
M.	TOUSSIN Guy	Ingénieur 1 ^{ère} classe auprès de la Division des Ouvrages d'art de l'Administration des Pont et Chaussées
M.	VONCKEN John	Architecte auprès du Service des sites et monuments nationaux
M.	ZENITI Djamel	Architecte auprès de l'Administration des Bâtiments publics.

Art. 2. M. Paul REILES, préqualifié, est nommé président de ladite commission, en tant que délégué de la Ministre de la Culture.

Art. 3. En cas d'absence du président, la commission est présidée par M. Patrick SANAVIA, préqualifié, en tant que délégué de la Ministre de la Culture.

Art. 4. Le groupe restreint de coordination est composé de M. Paul REILES, de M. Patrick SANAVIA et de M. John VONCKEN, préqualifiés.

Art. 5. Mme Alice PAULUS, chef de bureau adjoint auprès du Service des sites et monuments nationaux, est désignée secrétaire de ladite commission et du groupe restreint de coordination.

Art. 6. Conformément aux dispositions de l'article 1^{er} du règlement grand-ducal susmentionné, le mandat des personnes énumérées ci-avant prendra fin le 10 mars 2013.

Art. 7. Le présent arrêté est publié au Mémorial. Il est expédié à chacun des membres de la commission pour lui servir de titre.

Luxembourg, le 10 mars 2010.

La Ministre de la Culture,
Octavie Modert

**Arrêté ministériel du 9 avril 2010 portant nomination des membres
du Conseil Supérieur des Personnes Âgées.**

La Ministre de la Famille et de l'Intégration,

Vu l'arrêté ministériel du 25 février 2000 précisant les missions, la composition et les modalités de travail du Conseil Supérieur des Personnes Âgées;

Considérant les propositions des organismes dont question à l'article 2 de l'arrêté ministériel précité;

Arrête:

Art. 1^{er}. Est nommée membre effectif en remplacement de Monsieur Roland FRISING, démissionnaire, du Conseil Supérieur des Personnes Âgées à partir du 1^{er} avril 2010

- Madame Marie-Thérèse GANTENBEIN-KOULLEN,
représentante du service RBS asbl, Center fir Altersfroen.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 9 avril 2010.

La Ministre de la Famille et de l'Intégration,
Marie-Josée Jacobs

**Arrêté grand-ducal du 11 avril 2010 portant nomination des membres de la Commission
de surveillance de la classification des films.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 20 avril 2009 relative à l'accès aux représentations cinématographiques publiques et notamment son article 6;

Vu le règlement grand-ducal du 19 mai 2009 déterminant la mission, la composition et le fonctionnement de la Commission de surveillance de la classification des films instituée par la loi précitée;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Culture et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Sont nommés membres effectifs et suppléants de la Commission de surveillance et de classification des films pour un mandat de cinq ans renouvelable:

a) *Membres représentant la Ministre de la Culture:*

Madame Anne Elisabeth HOFFMANN, juriste, membre effectif;

Monsieur Jean BACK, Directeur du Centre national de l'audiovisuel, membre suppléant du membre effectif prémentionné;

b) *Membres représentant le Ministre des Communications et des Médias:*

Monsieur Tom KRIEPS, Président du Conseil national des Programmes, membre effectif;

Madame Carole KICKERT, membre du Conseil national des Programmes, membre suppléant du membre effectif prémentionné;

c) *Membres représentant la Ministre de la Famille:*

Monsieur Claude JANIZZI, Conseiller de direction 1^{ère} classe, membre effectif;

Monsieur Thierry WELTER, Conseiller de direction 1^{ère} classe, membre suppléant du membre effectif prémentionné;

d) *Membres représentant le comité pour les droits de l'enfant:*

Madame Marie-Anne RODESCH, Présidente de l'«Ombuds-Comité fier d'Rechter vum Kand», membre effectif;

Monsieur Robert SOISSON, psychologue et vice-président de l'«Ombuds-Comité fier d'Rechter vum Kand», membre suppléant du membre effectif prémentionné;

e) *Experts en psychologie, en pédagogie ou en sciences socio-éducatives:*

Monsieur Jean SCHRAM, instituteur attaché au Ministère de l'Education, membre effectif;

Madame Edmée BESCH, professeure attachée au Ministère de l'Education, membre suppléant du membre effectif prémentionné;

f) *Critiques de cinéma:*

Monsieur Claude FRANÇOIS, journaliste et critique de cinéma, membre effectif;

Monsieur Boyd VAN HOEIJ, critique de cinéma, membre suppléant du membre effectif prémentionné.

Art. 2. Monsieur Tom KRIEPS, préqualifié, est nommé président de la Commission de surveillance de la classification des films.

Monsieur Claude FRANÇOIS, préqualifié, est nommé vice-président de ladite commission.

Madame Anne Elisabeth HOFFMANN, préqualifiée, est nommée secrétaire de ladite commission.

Art. 3. Notre Ministre de la Culture est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

La Ministre de la Culture,
Octavie Modert

Château de Berg, le 11 avril 2010.
Henri

**Arrêté ministériel du 14 avril 2010 portant reconnaissance de l'eau de l'aquifère «de Keuper»
comme eau minérale naturelle.**

Le Ministre de la Santé,

Vu la loi modifiée du 25 septembre 1953 ayant pour objet l'organisation du contrôle des denrées alimentaires, boissons et produits usuels;

Vu le règlement grand-ducal du 24 mai 1998 concernant l'exploitation et la mise dans le commerce des eaux minérales naturelles;

Vu le règlement grand-ducal du 26 mars 2004 fixant la liste, les limites de concentration et les mentions d'étiquetage pour les constituants des eaux minérales naturelles, ainsi que les conditions d'utilisation de l'air enrichi en ozone pour le traitement des eaux minérales naturelles et des eaux de source, et modifiant le règlement grand-ducal du 24 mai 1998 concernant l'exploitation et la mise dans le commerce des eaux minérales naturelles;

Vu la demande en date du 25 juillet 2008 présentée par Fugro Eco Consult s.à r.l. aux noms et pour le compte des frères Jean et Marc WEIDERT visant à exploiter en tant qu'eau minérale naturelle, l'eau de l'aquifère «de Keuper», telle qu'elle se présente à son émergence, à des fins d'embouteillage;

Vu l'arrêté grand-ducal du 23 juillet 2009 portant attribution des compétences ministérielles aux membres du Gouvernement;

Vu l'avis favorable du Directeur de l'Administration de la Gestion de l'Eau;

Considérant que l'eau de l'aquifère «de Keuper» (aquifère Grès à Roseaux) remplit les critères de reconnaissance d'eau minérale naturelle;

Arrête:

Art. 1^{er}. Est reconnue comme eau minérale naturelle l'eau de l'aquifère «de Keuper», telle qu'elle se présente à son émergence et identifiée par le forage de reconnaissance P1; ceci conformément au dossier fourni à l'appui de la demande, qui fait partie intégrante de la présente autorisation.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 14 avril 2010.

Le Ministre de la Santé,
Mars Di Bartolomeo

**Arrêtés ministériels pris en vertu de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms
et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.**

– Par arrêté ministériel du 31 mars 2010, Madame Maria José FERNANDES DA GRAÇA, née le 26 octobre 1960 à Aljustrel/Aljustrel (Portugal), demeurant à L-5884 Howald, 298, route de Thionville, a été autorisée à porter les nom et prénoms de FERNANDES Marie Josée.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

– Par arrêté ministériel du 31 mars 2010, Monsieur Lino Jorge FERNANDES MARQUES, né le 18 novembre 1969 à Vieira de Leiria/Marinha Grande (Portugal), demeurant à L-6914 Roodt-sur-Syre, 3, rue Hierdegaard, a été autorisé à porter les nom et prénoms de MARQUES Lino Jorge.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

– Par arrêté ministériel du 31 mars 2010, Madame Marie-Ange FREY CANGIALOSI, née le 24 décembre 1967 à Luxembourg, demeurant à L-1837 Luxembourg, 27, rue Rosemarie Kieffer, a été autorisée à porter les nom et prénom de FREY Marie-Ange.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

– Par arrêté ministériel du 31 mars 2010, Monsieur Salvatore FREY CANGIALOSI, né le 6 mai 1974 à Luxembourg, demeurant à L-7462 Moesdorf, 16, rue du Knapp, a été autorisé à porter les nom et prénom de FREY Salvatore.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

– Par arrêté ministériel du 31 mars 2010, Madame Katrín Elísabet FRIDRIKSDÓTTIR, née le 9 août 1974 à Reykjavik (Islande), demeurant à L-6944 Niederanven, 38, rue Michel Lentz, a été autorisée à porter les nom et prénoms de FRIDRIKS Katrin Elisabet.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

– Par arrêté ministériel du 31 mars 2010, Monsieur Marco André GONÇALVES BARROSO, né le 19 février 1986 à Soure/Soure (Portugal), demeurant à L-1326 Luxembourg, 48, rue Auguste Charles, a été autorisé à porter les nom et prénoms de GONÇALVES Marco André.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

– Par arrêté ministériel du 31 mars 2010, Monsieur Alain GONÇALVES FERNANDES, né le 27 décembre 1988 à Luxembourg, demeurant à L-1463 Luxembourg, 9, rue du Fort Elisabeth, a été autorisé à porter les nom et prénom de GONÇALVES Alain.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

– Par arrêté ministériel du 31 mars 2010, Monsieur Joao Paulo GONÇALVES FERREIRA, né le 22 octobre 1978 à Luxembourg, demeurant à L-7680 Waldbillig, 16, rue de Haller, a été autorisé à porter les nom et prénom de GONÇALVES FERREIRA Jean-Paul.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

– Par arrêté ministériel du 31 mars 2010, Monsieur Nelso MARTINS FRAGA, né le 2 juin 1986 à Ettelbruck, demeurant à L-9350 Bastendorf, 17, an der Bamschoul, a été autorisé à porter les nom et prénom de MARTINS FRAGA Nelson.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

– Par arrêté ministériel du 31 mars 2010, Monsieur Franck MARTINS LOUREIRO, né le 1^{er} octobre 1987 à Luxembourg, demeurant à L-3480 Dudelange, 3, rue Gaffelt, a été autorisé à porter les nom et prénom de MARTINS Franck.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

Administration du cadastre et de la topographie. – Examen de fin de stage. – Il est porté à la connaissance des intéressés qu'au courant du mois d'octobre 2010 l'administration du cadastre et de la topographie organisera un examen de fin de stage sanctionnant la formation spéciale dans la carrière moyenne du rédacteur.

Administration du cadastre et de la topographie. – Examen de promotion. – Il est porté à la connaissance des intéressés que l'administration du cadastre et de la topographie procédera au courant du mois d'octobre 2010 à un examen de promotion dans la carrière du rédacteur.

Centre de technologie de l'éducation. – Examen de promotion. – Le Centre de technologie de l'éducation organisera au courant du mois de novembre 2010 un examen de promotion dans la carrière de l'informaticien diplômé.

Conseil disciplinaire et administratif d'appel sur la base de l'article 28 (2) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 18 avril 2010, ont été nommés membres effectifs du Conseil disciplinaire et administratif d'appel pour une durée de deux ans à partir du 20 février 2010:

- Monsieur Camille HOFFMANN, premier conseiller à la Cour d'appel
- Monsieur Roger LINDEN, conseiller à la Cour d'appel
- Maître Jean WELTER, avocat à la Cour.

Par le même arrêté grand-ducal,

- Monsieur Pierre CALMES, conseiller à la Cour d'appel
- Madame Lotty PRUSSEN, conseiller à la Cour d'appel
- Maître Jean-Marie ERPELDING, avocat à la Cour

ont été nommés membres suppléants dudit conseil pour une durée de deux ans à partir du 20 février 2010, et Madame Lily WAMPACH, greffier en chef de la Cour Supérieure de Justice, y est affectée comme greffier.

Entreprise des Postes et Télécommunications. – Prix. – A partir du 15 mai 2010 est applicable la liste de prix n° 19 de l'Entreprise des Postes et Télécommunications concernant les services de télécommunication qu'elle offre au public.

Cette liste est à la disposition du public sur le site Internet «www.pt.lu» sous la rubrique «Télécom», ainsi qu'auprès de tous les bureaux de poste et téléboutiques.

Indice des prix à la consommation du mois de mars 2010.

L'indice des prix à la consommation, établi conformément au règlement grand-ducal du 20 décembre 1999, est de **755.42** pour le mois de mars 2010 par rapport à la base 100 au 1^{er} janvier 1948.

La moyenne des six derniers mois de l'indice raccordé s'établit pour le mois de février 2010 à **748.84**.

Luxembourg, le 7 avril 2010.

Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques

Ministère des Affaires étrangères. – Direction de l'Immigration. – Commission consultative pour travailleurs salariés. – Nomination. – Par arrêté ministériel du 18 mars 2010, Monsieur Tom GOEDERS, conseiller de direction adjoint au Ministère des Affaires étrangères, Direction de l'Immigration, a été nommé membre de la commission consultative pour travailleurs salariés en remplacement de Monsieur Paolo FINZI, dont il termine le mandat. Monsieur Tom GOEDERS assumera la fonction de président de la commission.

Ministère de la Famille et de l'Intégration. – Centres d'accueil avec hébergement pour enfants et jeunes adultes. – Agréments. – Par arrêté ministériel du 20 janvier 2010, un agrément illimité a été accordé à l'organisme gestionnaire «Nouvelle Association Enfants, Jeunes, Familles a.s.b.l.», ayant son siège à L-1420 Luxembourg, 50, avenue Gaston Diderich, pour l'exercice de l'activité de «centre d'accueil classique», appelé «Foyer Ste Claire», à l'adresse L-6448 Echternach, 8, rue de l'Hôpital.

L'agrément, qui est accordé pour une durée illimitée, prend effet le 20 janvier 2010 et est enregistré sous le numéro **EF/CA/01/007**.

L'arrêté ministériel du 20 janvier 2010 remplace l'arrêté ministériel du 17 février 2004 accordant à l'ancien organisme gestionnaire «Clara Fey asbl» un agrément illimité pour l'exercice de l'activité «centre d'accueil classique», appelé «Foyer Ste Claire» à l'adresse L-6448 Echternach, 8, rue de l'Hôpital.

Par arrêté ministériel du 20 janvier 2010, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'organisme gestionnaire «Nouvelle Association Enfants, Jeunes, Familles a.s.b.l.», ayant son siège à L-1420 Luxembourg, 50, avenue Gaston Diderich, pour l'exercice de l'activité de «structure de logement en milieu ouvert», appelé «Foyer Ste Claire», à l'adresse L-6448 Echternach, 8, rue de l'Hôpital.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée jusqu'au 19 juillet 2010, prend effet le 20 janvier 2010 et est enregistré sous le numéro **EF/CA/04/016**.

L'arrêté ministériel du 20 janvier 2010 remplace l'arrêté ministériel du 17 février 2004 accordant à l'ancien organisme gestionnaire «Clara Fey asbl» un agrément illimité pour l'exercice de l'activité «structure de logement en milieu ouvert», appelé «Foyer Ste Claire» à l'adresse L-6448 Echternach, 8, rue de l'Hôpital.

Par arrêté ministériel du 12 février 2010, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'organisme gestionnaire «Nouvelle Association Enfants, Jeunes, Familles a.s.b.l.», ayant son siège à L-1420 Luxembourg, 50, avenue Gaston Diderich, pour l'exercice de l'activité de «centre d'accompagnement en milieu ouvert», appelé «Foyer Ste Claire», à l'adresse L-6448 Echternach, 8, rue de l'Hôpital.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée jusqu'au 11 août 2010, prend effet le 12 février 2010 et est enregistré sous le numéro **EF/CA/06/016**.

L'arrêté ministériel du 12 février 2010 remplace l'arrêté ministériel du 17 février 2004 accordant à l'ancien organisme gestionnaire «Clara Fey asbl» un agrément illimité pour l'exercice de l'activité «centre d'accompagnement en milieu ouvert», appelé «Foyer Ste Claire» à l'adresse L-6448 Echternach, 8, rue de l'Hôpital.

Ministère de la Famille et de l'Intégration. – Services d'assistance pour le placement familial. – Agréments. – Par arrêté ministériel du 21 janvier 2010, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'organisme gestionnaire «Nouvelle Association Enfants, Jeunes, Familles a.s.b.l.», ayant son siège à L-1420 Luxembourg, 50, avenue Gaston Diderich, pour l'exercice de l'activité de «assistance pour le placement familial», appelé «Fir ons Kanner», à l'adresse L-4243 Esch-sur-Alzette, 73, rue J.-P. Michels.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée jusqu'au 20 juillet 2010, prend effet le 21 janvier 2010 et est enregistré sous le numéro **APF/01/7**.

L'arrêté ministériel du 21 janvier 2010 remplace l'arrêté ministériel du 23 août 2001 accordant à l'ancien organisme gestionnaire «Fir ons Kanner» un agrément illimité pour l'exercice de l'activité «assistance pour le placement familial», enregistré sous le numéro APF/01/3.

Par arrêté ministériel du 21 janvier 2010, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'organisme gestionnaire «Nouvelle Association Enfants, Jeunes, Familles a.s.b.l.», ayant son siège à L-1420 Luxembourg, 50, avenue Gaston Diderich, pour l'exercice de l'activité de «assistance pour le placement familial», appelé «Fir ons Kanner», à l'adresse L-9231 Diekirch, 5, rue des Fleurs.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée jusqu'au 20 juillet 2010, prend effet le 21 janvier 2010 et est enregistré sous le numéro **APF/01/8**.

L'arrêté ministériel du 21 janvier 2010 remplace l'arrêté ministériel du 23 août 2001 accordant à l'ancien organisme gestionnaire «Fir ons Kanner» un agrément illimité pour l'exercice de l'activité «assistance pour le placement familial», enregistré sous le numéro APF/01/3.

Office National de Conciliation. – Nominations. – Par arrêté ministériel Monsieur Henri THEISEN, Commissaire de Gouvernement adjoint au Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, a été nommé président-délégué de l'Office National de Conciliation pour la période du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2014. Ont été nommés assesseurs de l'Office National de Conciliation, pour la même période, les personnes suivantes:

a) Groupe des assesseurs employeurs

1) Assesseurs effectifs

M.	Paul JUNCK,	Secrétaire général d'Ernst & Young (Fedil);
M.	Thierry NOTHUM,	Directeur auprès de la clc;
M.	Romain SCHMIT,	Directeur de la Fédération des Artisans;
M.	Nicolas SOISSON,	Directeur de la Fedil-Business Federation Luxembourg.

2) Assesseurs suppléants

M.	Marc FOX,	General Manager corporate HR-ArcelorMittal S.A. (Fedil);
M.	René FRIEDERICI,	Vice-Président et Directeur HR-IT de Paul Wurth S.A. (Fedil);
M.	Ernest FREYLINGER,	Senior Partner d'Human Capital Focus Sàrl (clc);

Mme	Danielle HAUSTGEN,	Conseiller juridique auprès de l'ABBL;
M.	Marc KIEFFER,	Conseiller auprès de la Fedil-Business Federation Luxembourg;
M.	Patrick KOEHNEN,	Directeur-adjoint de la Fédération des Artisans;
M.	Jean-Jacques ROMMES,	Directeur de l'ABBL;
M.	Jim SCHUMANN,	Chef des Ressources humaines auprès d'Enovos International S.A..

b) Groupe des assesseurs salariés

1) Assesseurs effectifs

M.	André ROELTGEN,	Secrétaire général de l'OGB-L;
M.	Nico CLEMENT,	Membre du Bureau Exécutif de l'OGB-L;
M.	Marcel GOEREND,	Secrétaire général adjoint du LCGB;
M.	Norbert CONTER,	Membre effectif du LCGB.

2) Assesseurs suppléants

M.	Jean-Claude BERNARDINI,	Membre du Bureau exécutif de l'OGB-L;
Mme	Véronique EISCHEN,	Membre du Bureau exécutif de l'OGB-L;
M.	Hubert HOLLERICH,	Secrétaire central de l'OGB-L;
M.	Pierre SCHREINER,	Membre du Bureau exécutif de l'OGB-L;
M.	Vincent JACQUET,	Secrétaire syndical du LCGB;
M.	Carlo WAGENER,	Secrétaire syndical du LCGB;
M.	Patrick ZANIER,	Secrétaire général du LCGB;
M.	Patrick DURY,	Secrétaire général du LCGB.

Santé. – Art de guérir. – Par arrêté ministériel du 29 mars 2010, Madame le Docteur Nadine GRAUE, épouse VOSHEGE, née le 30 novembre 1977, a été autorisée à exercer la profession de médecin-spécialiste en dermatovénéréologie au Grand-Duché de Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 29 mars 2010, Monsieur le Docteur Per Magnus HUMPERT, né le 27 octobre 1974, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en endocrinologie, maladies du métabolisme et de la nutrition au Grand-Duché de Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 29 mars 2010, Monsieur le Docteur Antoine LURQUIN, né le 18 février 1979, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en urologie au Grand-Duché de Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 29 mars 2010, Monsieur le Docteur Marc VOSHEGE, né le 7 avril 1968, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en chirurgie vasculaire et en chirurgie générale au Grand-Duché de Luxembourg.
